J'interviens aujourd'hui au nom du comité de liaison de Haute-Loire composé d'AESH syndiqués, non syndiqués et soutenu par CGT, FO, SUD et FSU.

Nous sommes partie prenante de la convention nationale qui est composée d'AESH de divers départements de France engagés pour la reconnaissance de notre métier, ce qui passe, selon nous, par un vrai statut de la fonction publique, un vrai salaire, l'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens ainsi qu'une vraie formation.

Depuis de nombreux mois, nous nous sommes mobilisés, sur ces revendications, dans nos départements respectifs et particulièrement en Mars, Avril et Juin lors des journée de grèves et de manifestation à l'appel de plusieurs organisations syndicales.

Face à l'absence de réponse des responsables locaux et du ministre nous avons décidés, suite à une convention nationale des AESH le 30 juin, de nous constituer en comité national de liaison composé de tous les comités et collectifs départementaux qui se sentent concernés par nos revendications :

- « Un vrai salaire parce que c'est un vrai métier, une réelle revalorisation salariale ainsi que les différentes primes (informatiques, REP/REP+,...)»

Pour la plupart d'entre nous nous travaillons 24h (présence auprès des élèves) pour un salaire d'environ 750€. Ce mi-temps nous est imposé sans possibilité d'évolutions. Nous demandons que ce temps de travail soit pris pour un 100%, comme c'est le cas pour les enseignants. Nous aussi avons des préparations, des réunions, des formations.... en dehors de notre temps de travail. Donc nous réclamons un temps plein pour 24h!

- « La création d'un statut de la Fonction Publique »;

Nous sommes contractuels de la fonction publique et n'avons aucun statut. Nous sommes gérés par notre hiérarchie comme bon leur semble, sans aucun cadre !

- « L'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens »;

La majorité des notifications MDPH sont des notifications mutualisées . Le temps d'accompagnement accordé pour ces élèves est de seulement 3h ! Comment avoir un accompagnement efficace avec si peu de temps à accorder à chaque élèves ? Nous sommes face à des enfants avec besoins particuliers et non des objets ! Cela veut aussi dire que nous sommes amenés à suivre jusqu'à 8 élèves en simultané!
Avec la mise en place des PIALs, la plupart d'entre nous sommes amenés à intervenir sur différents établissements dans une même journée, et ceux sans indemnisation. Nous sommes malléable à souhait. En effet, notre affectation peut changer du jour au lendemain ; ce qui veut aussi dire que de élèves peuvent se retrouver sans AESH du jour au lendemain!

- « Une vraie formation ».

Nous débutons sans aucune formation. Au cours de nos premières années nous avons 60h de formations prévues (formation très théorique et sans grande aide pour nous). La plupart d'entre nous devons nous former par nous même, avec nos propres moyens (chose très

compliquée vu nos petits salaires).

Nous souffrons tous de cette situation. Les enseignants doivent s'adapter à chaque changement d'AESH. Les élèves doivent, eux aussi, trouver leurs marques et retrouver la confiance à chaque changement de personne. Nous aussi AESH devons nous réadapter à chaque changement d'école, d'équipe pédagogique, d'élève..... Nous ne sommes pas des pions et nous sommes face à des êtres humains et encore plus, face à des enfants et non des objets!

Voici nos revendications à nous AESH de toute la France, nous nous battons et nous continuerons à nous battre, car cette situation ne peut plus durer. L'union fait la force, c'est pourquoi nous continuerons ainsi à lutter tous ensemble, AESH, enseignants, professeurs, parents.....! Ce refus de prendre en compte nos revendications témoigne d'un mépris de la part de tous : Inspecteurs d'académie, recteurs, ministre, président..... !

Nous proposons de poursuivre et nous sommes partisans de la tenue d'une nouvelle convention dans l'unité syndicale jusqu'à satisfaction des revendications !